

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*  
*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 18/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LAFARGE GRANULATS**

Chemin de la carrière  
66220 Lesquerde

Réf : 2025-145-PR  
Code AIOT : 0006601423

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 sur la carrière souterraine exploitée par la société LAFARGE Granulats implantée Camp d'En Carri sur la commune de Lesquerde.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée parallèlement à la visite effectuée au titre de l'inspection du travail. L'objectif est de valider les réponses apportées suite à la visite réalisée au premier semestre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- CHE DE LA CARRIERE 66220 LESQUERDE
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

### Historique industriel :

Historiquement, cette carrière souterraine a été ouverte de façon artisanale vers 1925. Le gypse était à l'origine extrait pour la fabrication du plâtre, il est utilisé aujourd'hui dans la fabrication du ciment dans lequel il joue un rôle de retardateur de prise. La production est actuellement essentiellement destinée aux cimenteries LAFARGE de Port-la-Nouvelle (11) et Martres-Tolosanes (31).

Au début des années 1990, la géométrie de l'exploitation a été entièrement redéfinie sur la base d'études géotechniques ; le mode d'exploitation retenu est celui dit des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ». Ces modalités d'exploitation ont été calculées afin d'assurer la stabilité tant des nouvelles extractions que des anciennes galeries d'exploitation pouvant présenter une géométrie irrégulière.

L'amas de gypse a une direction Est-Ouest, il est exploité par des étages espacés de 10 mètres ; il est prévu d'exploiter 10 niveaux.

L'exploitation souterraine est constituée de deux quartiers séparés par la RD 19 et connectés par les anciens travaux antérieurs à 1991. Ces 2 quartiers se situent respectivement au nord et au sud de la route d'où la dénomination quartier nord ou sud.

### Historique administratif :

Carrière autorisée initialement par arrêté préfectoral 27/05/1974 et renouvelée une première fois par arrêté du 15/06/92 pour 30 ans (échéance au 15/06/2022).

Le changement d'exploitant (M. Serge BOURNET → SAS BOURNET Serge & fille) a été acté par l'arrêté du 19 novembre 2010.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de LESQUERDE a été renouvelée par anticipation et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30/01/18 qui constitue l'acte administratif de référence. L'autorisation porte sur une superficie de 17,5 hectares, une production maximale de 100.000 t/an et une durée de 30 ans (échéance au 30/01/48). La production annuelle moyenne est de l'ordre de 50.000 t.

Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires :

- du 24/05/2022 pour ce qui concerne la mise à jour du montant des garanties financières et l'ajout de prescriptions interdisant l'accès à une portion de galerie du niveau 290 (quartier sud) ;
- du 23/05/2023 pour ce qui concerne :
  - la désignation sociale (Bournet Serge & Fille → Bournet Gypse), suite au rachat de la carrière en septembre 2022 par le groupe Lafarge ;
  - la modification de l'emplacement de la plateforme engins ;
- du 02/09/2025 pour ce qui concerne le changement d'exploitant (Bournet Gypse → LAFARGE Granulats).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Plan de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.1
2	Contrôle de la stabilité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.1
3	Suivi des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.7
4	Garantie financière	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.5.4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle l'inspection des installations classées n'a pas relevé d'écart réglementaire nécessitant la réalisation d'actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 ICPE : Plan de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors des visites d'inspection du 29/05/2024 &amp; 06/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.</p> <p><b><i>Demande formulée à la suite de l'exercice d'application du plan de secours :</i></b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Le plan de secours a confirmé la nécessité de disposer d'un moyen de communication entre les employés travaillant au fond et d'un moyen permettant de protéger le personnel en cas d'incendie et de permettre au personnel de s'échapper en cas d'effondrement.</li><li>2. Le plan de secours doit comprendre une fiche réflexe précisant qui doit donner l'alerte, le message d'alerte et les numéros à appeler.</li><li>3. Le plan de secours doit préciser comment est réalisé le comptage du personnel et la conduite à tenir s'il manque des personnes lors du comptage.</li><li>4. Le plan de secours doit prévoir les conditions d'accueil des secours externes.</li><li>5. Le plan de secours doit comprendre un plan positionnant les éléments utiles : points de rassemblement, entrées et sorties de secours, extincteurs, masque auto sauveteur...</li><li>6. Le plan de secours doit préciser la liste de diffusion.</li></ol> <p>Le plan de secours mis à jour pour tenir compte des différentes demandes doit être adressé à l'inspection.</p>
<b>Constats du 17/09/2025 :</b> <p>L'exploitant a transmis le plan de sécurité incendie mis à jour en juillet 2025.</p> <p>Cette version intègre notamment le déploiement du système de communication radio couvrant l'intégralité de l'établissement et des abords extérieurs ainsi que les remarques formulées par le SDIS des Pyrénées Orientales lors de la réunion de présentation du 13/06/2025.</p> <p>Le § 4 précise la procédure d'alerte : l'alerte est réalisée à l'aide de l'appareil radio qui dispose d'un bouton spécifique « alerte ». Le personnel évacue la carrière souterraine et le responsable alerte les secours extérieurs. Une fiche alerte avec le message type est annexée au document.</p> <p>Le § 7 traite de la coordination avec les secours externes et notamment de l'accueil des secours.</p> <p>Le § 6 traite de la vérification de l'évacuation de l'ensemble du personnel.</p> <p>Le document comprend des plans positionnant les principaux éléments utiles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 ICPE : Contrôle de la stabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Principe d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/05/2024 &amp; 06/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitation est conduite selon la technique des chambres et piliers abandonnés en étages superposés conformément aux données du dossier de demande.</p> <p>Le dimensionnement des piliers, (entraxe Est-Ouest, largeur et longueur), est défini en fonction de la hauteur de recouvrement des terrains pour que la stabilité soit assurée conformément au tableau ci-après : [...]</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de suivis et de contrôle afin de garantir la superposition des galerie et piliers.</p> <p>Le toit des galeries devra présenter une forme en voûte, les galeries sont régulièrement purgées.</p> <b>Demande formulée à la suite de l'inspection du 06/03/2025 :</b> <p>L'exploitant doit mettre en place un document permettant d'assurer la traçabilité des décisions retenues pour répondre à l'intégralité des recommandations de l'organisme de contrôle de la stabilité de la carrière, précisant la planification des travaux et confirmant leur réalisation.</p>
<b>Constats du 17/09/2025 :</b> <p>L'exploitant présente le classeur « stabilité » qui a été mis en place et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une page de garde récapitulative de toutes les recommandations de Géolithe et les actions prises associées ;</li><li>• l'intégralité du rapport annuel avec les recommandations annotées ;</li><li>• les différents supports de vérifications visuelle.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 ICPE : Suivi Chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Principe d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi est mis en place pour contrôler l'évolution des effectifs des chiroptères, leur positionnement et la fréquentation de la carrière souterraine comprenant au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>• des enregistrements nocturnes (1 nuit en Juin et 1 nuit en Août-Septembre) ;</li><li>• un examen des galeries de jour : Juin (Estive) – Août/Septembre (Transit, Migration) – Janvier (Hibernation) ;</li><li>• la mesure en continu de la température et de l'hygrométrie de l'intérieur du réseau souterrain à l'aide de capteurs positionnés en divers emplacements stratégiques du réseau.</li></ul> Les résultats du suivi des chiroptères sont reportés dans le bilan environnement annuel avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats du 17/09/2025 :</b> L'exploitant confirme la réalisation annuellement du suivi des chiroptères par le bureau d'étude SYMBIOSE expertise faunistiques. Un bilan du suivi figure dans les rapports d'activité annuels. L'exploitant présente le rapport 2024 réalisé le 30/01, 26/04, 14/10. Les périodes de suivi sont proposées par le bureau d'étude qui propose de retenir : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour 2025 : hiver (janvier), été (juin / juillet), automne (octobre) ;</li><li>• pour 2026 : janvier, avril, octobre."</li></ul> Le rapport 2024 fait ressortir une légère hausse des effectifs (+5 en hiver et +2 au printemps) sans variation sur les principales espèces des suivis initiaux : Petit rhinolophe, Grand rhinolophe, Oreillard gris.  <u>Observation</u> : l'inspection propose la mise en place d'un tableau permettant de suivre l'évolution des inventaires année après année en fonction des espèces et des périodes de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 ICPE : Garantie financière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Principe d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance : <ul style="list-style-type: none"><li>• un mémoire précisant la situation de la carrière par rapport au phasage prévisionnel ;</li><li>• un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié ;</li><li>• la valeur de référence de l'indice public TP01 au moment de l'établissement des garanties financières ;</li><li>• la valeur datée du dernier indice public TP01 ;</li><li>• l'actualisation du montant au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 conformément à l'article 1.5.5.</li></ul>
<b>Constats du 17/09/2025 :</b> L'exploitant présente l'acte de cautionnement au nom de LAFARGE Granulats qui a été adressé avec la déclaration de changement d'exploitant de juillet 2025. Le montant garanti est de 380 028 € et couvre la période du 09/07/2025 au 31/01/2028. Cette période correspond à la fin de la 3 <sup>e</sup> période quinquennale (01/02/2023 → 31/01/2028), dont le montant initial fixé dans l'arrêté d'autorisation est 305 700 €. Le montant a été actualisé sur la base des indices TP01 et taux de TVA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite